



CSAD – repli du jeudi 14 mars 2024
Déclaration liminaire

Mme L'inspectrice d'Académie,
Mmes et MM. les inspecteurs,

Ce CSA-D de repli est la conséquence d'une proposition de carte scolaire rejetée unanimement par les organisations syndicales lors du CSA-D du lundi 4 mars. Comment pouvait-il en être autrement ? La DGH ministérielle est calamiteuse, et sa déclinaison dans notre département est logiquement désastreuse. Perdre 28 postes pourrait presque s'entendre si la seule variable mathématique du taux d'encadrement était LA condition sine qua none paramétrant la qualité de vie à l'école. Nous savons les uns et les autres que ce n'est malheureusement pas ce seul critère qui permet de prélever les conditions d'apprentissages des élèves et des conditions de travail des enseignants.

Bien d'autres paramètres entrent en ligne de compte influençant le quotidien à l'école. Nous les connaissons, point besoin de les énumérer tels une liste à la Prévert. C'est sur ce point que nous sommes en désaccord avec votre proposition de carte scolaire en suggérant 40 fermetures lors de cette première phase. Il est vrai que l'exercice imposé est complexe et qu'il ne vous est pas favorable. De plus, la conjoncture actuelle est morose... Ajouter ces décisions de fermeture aux territoires dans ce contexte est d'autant plus irrecevable par la profession, les parents d'élèves et les élus qui se mobilisent pour faire entendre leur désarroi. Deux articles de presse relatent les mêmes faits : un dans l'Isère, l'autre dans les Deux-Sèvres où les maires ont procédé à l'inscription de moutons à l'école pour sauver la classe menacée. Avec le soutien des parents d'élèves, cette action symbolique dénonce le fait que la cisaille comptable qui orchestre la carte scolaire manque de respect pour les habitants des territoires ruraux. Eux-mêmes ont cette amère impression d'être considérés comme de vulgaires moutons. Quotidiennement ces habitants sont confrontés aux désengagements de l'Etat et à la fuite des services publics des territoires. La perte d'une classe leur fait craindre, à juste raison, un isolement encore plus prégnant.

Si à l'UNSA éducation nous mesurons la difficulté de votre tâche, et nous respectons le travail que vous et les services ont pu effectuer pour tenter de proposer une carte scolaire du « moins pire », nous ne pouvons pas politiquement et syndicalement cautionner ces fermetures et vous accorder notre vote alors que 40 classes ferment à contre sens des grandes annonces du gouvernement. L'enseignement est un travail qui

repose sur l'humain. Le gouvernement en retirant ces postes, retire l'humain là où nous en avons cruellement besoin. Les milieux ruraux ont besoin du soutien de l'état et la carte scolaire est une déclinaison évidente de ce besoin. La carte scolaire que vous proposez cible le milieu rural à contre sens du plan France Ruralité qui se veut un plan pour une équité territoriale... Encore une fois, si les chiffres vous donnent raison, la réalité du terrain demande un autre regard et méritent bien d'autres attentions.

Deuxièmement, l'UNSA Education appelle les agents de la fonction publique à se mobiliser le mardi 19 mars avec pour mot d'ordre : « l'urgence salariale ». Les personnels de l'Éducation Nationale risquent à nouveau de faire les frais de la politique d'austérité du gouvernement. Sans augmentation salariale en vue et sans négociation sur les carrières, les métiers de l'éducation sont loin de redevenir attractifs ! La revalorisation de 10 % annoncée en 2023 n'a pas eu lieu. Le président Macron a pu tromper l'opinion publique mais les personnels de l'Éducation nationale ne sont pas dupes.

Les quelques mesures enregistrées depuis juillet 2023 sont clairement insuffisantes, y compris pour les AESH et les AED. Elles ne permettent pas de stopper le recul du pouvoir d'achat des agents publics. Depuis, on oscille entre report des discussions et annonce de restrictions, laissant entendre qu'une nouvelle rigueur sera de mise... La plaisanterie n'a que trop duré...

10 milliards d'économies sur le dos des ministères et agents publics ? On pourrait croire à une mauvaise plaisanterie ! Entre les enveloppes récupérées chaque année sur le dos des personnels et les enveloppes fléchées sur des dispositifs opposés aux réels besoins de l'École et de ses élèves (Pacte, uniformes, SNU...), le mot économie fait amèrement sourire !

L'École est un investissement d'avenir pour tout un pays. Pour l'UNSA Éducation, ce n'est pas à elle de faire les frais d'une mauvaise politique budgétaire en rognant sur les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves.

L'UNSA Éducation exige que le gouvernement mette un terme à la spirale de dévalorisation des agents publics et refuse une année blanche en matière salariale. Les modalités de hausse des salaires et des déroulés de carrière doivent être rapidement discutées.

